

DECLARATION DE LA CGT RASSEMBLEMENT POUR LA SAUVEGARDE DU LOGEMENT SOCIAL LE 17 OCTOBRE 2017 A STRASBOURG

Le gouvernement a annoncé son intention de retirer 5 euros par mois sur les allocations logements par ménage à partir du 1er octobre, soit 400 millions d'euros par an.

Cette mesure est injuste car elle touche uniquement les plus modestes d'entre nous, celles et ceux qui ont des difficultés à boucler leurs fins de mois.

Malgré les différentes mises en garde le gouvernement persiste à vouloir réaliser en 2018 des économies, encore plus drastiques sur le budget des APL dans le parc social, à hauteur de 2 milliards d'euros. Mettant en grandes difficultés des centaines de milliers de locataires, pauvres ou modestes, qui n'auront jamais les capacités de se reloger par eux-mêmes.

La CGT prend part à cette lutte non pas pour donner un blanc-seing aux bailleurs sociaux mais parce que c'est une question de justice sociale.

Elle participe à la politique du logement social, dans le paiement des aides, dans les questions de la décence des logements et dans l'accompagnement pour l'accès et le maintien dans le logement.

Il est plus qu'évident que ces mesures représentent un danger pour l'emploi et l'accession au logement social et à cela se rajoute le risque de perdre plus de 3.000 emplois dans le bâtiment.

La crise du logement aggravée par la crise de l'emploi et les inégalités sociales produit l'exclusion massive de millions de foyers.

C'est véritablement scandaleux, et à l'heure où la précarité et la pauvreté augmentent des mesures rétrogrades visant à fragiliser encore plus les locataires de logements sociaux sont prises.

Nous sommes résolument opposés à des telles mesures.

Nous revendiquons une politique du logement ambitieuse qui réponde aux besoins des populations.

Nous revendiquons des mesures de justice sociale, la revalorisation des aides et le soutien public à la construction des logements sociaux.

Nous demandons enfin à ce que des moyens soient donnés aux organismes sociaux pour engager véritablement les accompagnements dont ont besoin les populations.

Au lieu de s'en prendre aux milieux populaires; la CGT invite Emmanuel Macron et Edouard Philippe à récupérer les sommes qui fuient vers les paradis fiscaux et qui s'élèvent à 80 milliards d'euros.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2017

Jacky WAGNER